



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°19-2022-120

PUBLIÉ LE 16 DÉCEMBRE 2022

# Sommaire

## **Préfecture / Cabinet du Préfet / Service des sécurités / Bureau interministériel de défense et de protection civiles /**

19-2022-12-14-00001 - Arrêté portant désignation d'un référent départemental à la gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur indemnisation (1 page)

Page 3

## **Préfecture / Direction de la citoyenneté, de la réglementation et des collectivités locales / Bureau de la réglementation et des élections /**

19-2022-12-16-00001 - Arrêté fixant, pour l'année 2023, la liste des publications de presse et services de presse en ligne habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales dans le département de la Corrèze (2 pages)

Page 5

Préfecture / Cabinet du Préfet / Service des  
sécurités / Bureau interministériel de défense et  
de protection civiles

19-2022-12-14-00001

Arrêté portant désignation d'un référent  
départemental à la gestion des conséquences  
des catastrophes naturelles et à leur  
indemnisation



Bureau interministériel de défense et  
de protection civiles

**ARRÊTÉ n°**  
portant désignation d'un référent départemental à la gestion des conséquences des  
catastrophes naturelles et à leur indemnisation

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code des assurances, et notamment son article L.125-1-2

Vu la circulaire n° IOME2224091C du 24 octobre 2022 relative à la mise en place des référents  
départementaux à la gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur indemnisation ;

Vu le décret du 20 juillet 2022, nommant M. Etienne Desplanques en qualité de préfet de la Corrèze ;

Sur proposition de monsieur le préfet ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur Loïc Loupret, directeur de cabinet de la préfecture de la Corrèze, est nommé  
réfèrent départemental à la gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur  
indemnisation.

**Article 2 :** Une lettre de mission, précisant les attributions et les moyens du référent départemental à la  
gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur indemnisation, sera adressée à monsieur  
Loïc Loupret.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département, notifié à  
l'intéressé et adressé pour information au directeur général de la sécurité civile et de la gestion des  
crises du ministère de l'intérieur.

Tulle, le 14 décembre 2022

Etienne DESPLANQUES

Préfecture / Direction de la citoyenneté, de la  
réglementation et des collectivités locales /  
Bureau de la réglementation et des élections

19-2022-12-16-00001

Arrêté fixant, pour l'année 2023, la liste des  
publications de presse et services de presse en  
ligne habilités à recevoir les annonces judiciaires  
et légales dans le département de la Corrèze



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,  
de la réglementation et des  
collectivités locales**

### **ARRÊTE**

**fixant, pour l'année 2023, la liste des publications de presse et services de presse en ligne habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales dans le département de la Corrèze**

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée concernant les annonces judiciaires et légales,

Vu la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse,

Vu la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2009-1340 du 29 octobre 2009 pris pour application de l'article 1er de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse,

Vu le décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale,

Vu le décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2012 modifié relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales,

Vu les demandes et justificatifs produits par les directeurs des journaux,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,

#### **Arrête :**

**Article 1 :** Les annonces judiciaires et légales exigées par les lois et décrets pour la publicité et la validité des actes de procédure ou des contrats, sont insérées à peine de nullité de l'insertion, pendant l'année 2023, dans l'un des journaux suivants :

#### **Pour l'ensemble du département :**

**La Montagne Centre France (éditions de la Corrèze) –**  
45 rue du Clos Four – 63056 Clermont-Ferrand Cédex 1,

**Centre France La Montagne Dimanche –**  
45 rue du Clos Four – 63056 Clermont-Ferrand Cédex 1,

**la Vie Corrèzienne –**  
15 rue Fernand Alibert – 19100 Brive-la-Gaillarde

**l'Union Paysanne –**  
Immeuble consulaire Puy Pinçon Tulle Est – BP 30 – 19001 Tulle Cédex.

**Article 2 :** Les annonces judiciaires et légales exigées par les lois et décrets pour la publicité et la validité des actes de procédure ou des contrats, sont insérées à peine de nullité de l'insertion, pendant l'année 2023, dans le service de presse en ligne pour les journaux suivants :

**Pour l'ensemble du département :**

**lamontagne.fr**

Editeur : La Montagne SA  
45 rue du Clos – Four – 63100 Clermont-Ferrand Cédex

**laviecorrezienne.com**

Editeur : les Editions Corrésiennes  
15 rue Fernand Alibert – 19100 Brive-la-Gaillarde

**union-paysanne.com**

Editeur : Sarl Infagri 19  
immeuble consulaire Puy Pinçon - 19000 Tulle

**Article 3 :** L'insertion est faite au choix des parties. Toutefois, les annonces relatives à une même procédure sont insérées dans le même journal.

**Article 4 :** Les journaux ci-dessus énumérés doivent :

- publier dans chaque numéro un avis indiquant qu'ils sont autorisés à insérer les annonces judiciaires et légales,
- respecter la condition de périodicité de publication au moins hebdomadaire au cours de l'année d'habilitation prévue par l'article 2 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 susvisée.

**Article 5 :** Toute infraction aux dispositions de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée et du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article 4 de ladite loi et la radiation de la liste ci-dessus pour une période de trois à douze mois pourra être prononcée.

En cas de récidive, la radiation de la liste pourra être définitive.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera transmise aux sous-préfets de Brive-la-Gaillarde et d'Ussel, au directeur départemental de l'emploi, du travail et de la protection des populations, aux procureurs de la République et aux directeurs des journaux intéressés.

Tulle, le **16 DEC. 2022**  
Le préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur de Cabinet

Loïc LOUPRET

N.B. : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Corrèze, 1 rue Souham – 19012 TULLE CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la culture – 182 rue Saint Honoré – 75001 PARIS
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 1 cours Vergniaud – 87000 LIMOGES., ou par l'application internet « télé-recours citoyens »

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.